



**USAGERS, AGENTS DES FINANCES PUBLIQUES,
DEFENDONS ENSEMBLE LE SERVICE PUBLIC DE PROXIMITE**

**EXIGEONS DES SERVICES PUBLICS
OUVERTS AU PUBLIC
POUR REpondRE AUX BESOINS DES USAGERS !**

Citoyen(ne)s, Usager(e)s,

Les Organisations syndicales et les agents des Finances publiques dénoncent depuis des années la dégradation du service public.

Aujourd'hui, elle s'accélère, ce qui se traduit pour vous notamment par des réductions drastiques des horaires d'ouverture au public.

Plus de 400 emplois ont été supprimés en 10 ans dans le département d'Ille-et-Vilaine aux Finances publiques, soit plus de 20% de l'effectif.
Cette année, 32 emplois sont encore détruits.

L'administration renvoie systématiquement les usagers vers les applications numériques et les plates-formes téléphoniques, limitant l'accueil à des rendez-vous réduits, ou vers des points d'accueil éparpillés sur le territoire (Espaces France Services), avec là aussi des horaires réduits sur la semaine et des compétences limitées. Pour le paiement, l'administration renvoie désormais les usagers vers les bureaux de tabac.

Milieu urbain et milieu rural sont impactés par ces restructurations, qui aboutiront au 1^{er} janvier 2023 à la disparition des 15 dernières trésoreries du département pouvant accueillir du public !

Cette destruction en règle du service de proximité se double d'une volonté de réduction des horaires d'accueil, et Bercy n'hésite pas à évoquer la crise du Covid comme une opportunité pour accélérer ce processus qui voit les services publics s'éloigner de plus en plus des usagers.

Ainsi, pour le centre des Finances publiques de Rennes Magenta, où les files d'attentes sont interminables, la direction continue à réduire drastiquement l'accueil général du public.

Hier, vous étiez reçu 5 jours sur 5, puis l'administration a décidé de fermer les mercredi et vendredi après midi.

Aujourd'hui, l'accueil physique n'est effectif que sur 5 demi-journées le matin, et vous êtes éventuellement reçu, uniquement sur rendez-vous, seulement les lundi, mardi et jeudi après-midi.

Ensemble, agents et usagers, demandons la réouverture des accueils 5 jours sur 5, avec un effectif conséquent, réalisés par des agents des Finances publiques, ce qui passe par la réimplantation d'emplois statutaires.

Il n'y a pas de République sans services publics.

Rennes, le 22 janvier 2021